

développement humain et de conservation qui augmente la sécurité véritable de notre environnement planétaire commun.

Réponse

Le gouvernement accepte le principe voulant que l'on travaille à réorienter les efforts militaires vers le développement. La fin des tensions Est-Ouest a ouvert de nouvelles possibilités de coopération internationale. Néanmoins, l'instabilité et les tensions régionales persisteront pendant un certain temps. Le Canada continuera à explorer la façon dont nous pourrions façonner le nouveau système mondial afin d'en arriver à la stabilité requise pour un développement pacifique.

Recommandation

Le Canada devrait utiliser son influence pour changer le système multilatéral et améliorer la coordination internationale.

Réponse

Le Canada a joué et continuera à jouer un rôle de premier plan au sein des institutions économiques multilatérales et dans les débats des Nations Unies sur la coopération économique internationale. Le Premier ministre a appuyé les appels en faveur d'un dialogue Nord-Sud renouvelé et de la tenue d'un sommet des pays développés et des pays en développement. Les représentants canadiens ont joué un rôle actif aux conférences des Nations Unies et à la Session extraordinaire de cette année afin de donner un nouvel élan à ces débats économiques.

Au sein des institutions multilatérales de développement, le Canada a été à l'avant-plan des débats sur les moyens d'en arriver à diminuer la pauvreté par l'intermédiaire des programmes d'ajustement; il a attiré l'attention sur les problèmes environnementaux et a proposé des programmes plus fermes en faveur des femmes des pays en développement tout en soulignant l'importance des services essentiels de santé et d'éducation. Plus récemment, le Premier ministre a coprésidé le Sommet mondial pour l'enfance et a abordé directement les dirigeants de ces institutions pour obtenir leur adhésion aux objectifs du Sommet.

Recommandation

Le Canada devrait s'orienter vers la libéralisation des exportations des pays en développement.

Réponse

Le gouvernement reconnaît qu'il conviendrait d'améliorer l'accès aux marchés mondiaux pour les pays en développement.

Le gouvernement recherche, dans la mesure du possible, la libéralisation du système des échanges multilatéraux dans les négociations de l'Uruguay Round menées au GATT. Il appuie en particulier les mesures qui élargiront l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits tropicaux et qui auront des retombées bénéfiques pour les pays en développement. Il cherche à renforcer les règles et les codes du GATT et a mené le débat sur la nécessité d'une organisation mondiale du commerce, idée que la Commission Sud a reprise dans son récent rapport.